

Programme TETRAA

Livre Blanc

Principaux enseignements et
recommandations issus du groupe
d'échange :

« Alimentation, cohésion et justice sociale »

Mai 2023

Rédaction : AequitaZ



1

Un programme de la Fondation
Daniel et Nina Carasso en partenariat
avec AgroParisTech



Sommaire

Présentation du programme TETRAA et des groupes d'échange.....	3
Introduction	4
Changer de lunettes sur la précarité alimentaire	5
Dépasser la concertation, encourager la mobilisation des habitants	10
Comment promouvoir la justice sociale alimentaire depuis l'action des collectivités TETRAA ?.	13
Conclusion	16
Outils et références utilisés lors du groupe d'échanges	16

Ce livret blanc vise à partager les enseignements qui ont émergé au sein du groupe « Alimentation, cohésion et justice sociale » du programme TETRAA, animé par l'association Aequitaz entre septembre 2021 et décembre 2022. Ce groupe de travail était majoritairement composé d'agents de collectivités, de représentants du secteur associatif de l'aide alimentaire, de porteurs de projets autour de l'accessibilité alimentaire, de militants et bénévoles associatifs.

Présentation du programme TETRAA et des groupes d'échange

TETRAA : un programme ambitieux pour accélérer la transition agroécologique et alimentaire dans les territoires

La Fondation Daniel et Nina Carasso et AgroParisTech, avec le soutien de Porticus, souhaitent contribuer activement à accélérer et pérenniser les transitions à l'œuvre dans les territoires. C'est pourquoi ils ont construit ensemble le programme TETRAA qui vise à soutenir des initiatives audacieuses ayant pour objectif de changer de paradigme dans les façons de produire et de consommer, mais aussi dans les façons de faire société et de penser notre rapport au vivant.

Le programme accompagne plus particulièrement neuf territoires pilotes dans l'objectif d'en faire des démonstrateurs vivants, pérennes, crédibles et dynamiques de la faisabilité et de l'intérêt d'une transition vers des systèmes alimentaires plus écologiques, solidaires et démocratiques.

Le programme TETRAA a débuté en 2020 et s'achèvera fin 2024. A travers une démarche collaborative et fédératrice, il vise à :

- Fournir un appui méthodologique, opérationnel et financier aux territoires engagés ;
- Étudier la trajectoire, les déterminants et les impacts de leur transition afin de contribuer à la consolidation d'une ingénierie de la transition agroécologique et alimentaire ;
- Diffuser largement les enseignements, outils et méthodes issus du programme auprès de tous les acteurs engagés en faveur de la transition.

Pour plus d'informations sur le programme TETRAA, les membres fondateurs et les neuf territoires pilotes : www.programme-tetraa.fr

Objectifs des Groupes d'Échange de Coopération et de Capitalisation (GECC) du programme TETRAA :

Les GECC ont occupé une place centrale dans le programme TETRAA. Ils ont permis d'explorer quatre thématiques que les territoires pilotes ont choisi d'approfondir. Ils ont offert des occasions d'échange et de partage entre territoires sur les difficultés rencontrées et les solutions trouvées, ont permis de faciliter l'entraide et le développement de coopérations au sein des collectifs.

Ces quatre groupes ont été animés par nos partenaires experts de ces questions :

- ExtraCité pour le GECC 1 "Démocratie alimentaire, gouvernance et mobilisation"
- Ecozept pour le GECC 2 " Opérateurs économiques et circuits alimentaires de proximité"
- AequitaZ pour le GECC 3 "Cohésion et justice sociale"
- Solagro pour le GECC 4 "Atténuation et adaptation face aux changements climatiques"

Durée : l'animation des GECC s'est déroulée de juillet 2021 à décembre 2022.

Participants : 18 personnes des territoires Tetraa se sont inscrites pour suivre les travaux du GECC3. Pour l'essentiel, les membres du GECC étaient des agents de collectivité, des représentants ou bénévoles associatifs issus du secteur de l'aide alimentaire, et des porteurs de projet de solidarité alimentaire. Des chercheurs ont également ponctuellement rejoint les échanges.

Contenu du GECC :

Neuf réunions en ligne et trois séminaires de terrain ont été organisés durant les travaux du GECC 3 :

- Le **1er séminaire de terrain** accueilli par la communauté de communes du Val de Drome avait pour but de mettre en pratique de nouveaux outils pour **comprendre le vécu des personnes en situation de précarité alimentaire**.
- Le **2e séminaire de terrain** accueilli par la ville de Grande Synthe avait pour objectif de questionner les **modalités concrètes d'engagement des habitants** dans des projets de solidarité alimentaire, en passant par la reconnaissance de leurs savoirs et contributions au système alimentaire local
- Le **3e séminaire** accueilli par le Pays Coeur d'Hérault visait à identifier des leviers de coopération efficaces entre les actions des collectivités et celles du secteur associatif et militant en matière de lutte contre la précarité alimentaire.
- Les webinaires conduits entre chacun de ces temps forts ont permis de transmettre au groupe **des ressources, des questionnements et des références utiles** pour avancer sur ces différents sujets.

Présentation d'AequitaZ :

AequitaZ est une association nationale créée en 2012 pour dépasser le sentiment d'impuissance généré par les peurs, les replis et les injustices en France et en Europe. L'association expérimente des actions politiques et poétiques qui développent le pouvoir d'agir de personnes qui vivent des situations d'inégalités. Elle essaime aussi ses projets et ses méthodes en accompagnant associations, collectivités locales ou entreprises responsables pour créer avec elles des solutions inédites face aux défis qu'elles rencontrent. Depuis 2019, l'association mène un travail de recherche-action sur l'alimentation, à travers des enquêtes, des carrefours de savoir, et des contributions aux programmes inter-territoriaux TETRAA et Territoires à VivreS.

Introduction

Au sein de ce groupe d'échanges, le thème de la **justice sociale alimentaire** a été en premier lieu questionné par les territoires partenaires sous l'angle de la **participation citoyenne** : comment faire en sorte que les groupes sociaux les plus pauvres, identifiés comme le public cible des dispositifs d'accessibilité alimentaire, s'inscrivent dans les projets qui sont pensés pour eux. Face aux efforts des collectivités pour faciliter l'accès à une alimentation de qualité, les membres du GECC partageaient une difficulté à toucher durablement les personnes concernées, et à faire du lien entre ces groupes sociaux et le monde des « alternatives alimentaires » (amaps, groupements d'achats, restaurants ou cantines solidaires, jardins familiaux ou partagés...). Par ailleurs, dans un système français majoritairement basé sur l'action caritative pour lutter contre la faim - via la distribution des excédents défiscalisés de l'agro-industrie et les achats à ces mêmes acteurs - les collectivités sont encore en questionnement sur leur légitimité et leur rôle pour se saisir de l'accessibilité alimentaire comme un enjeu structurant de politique publique. Le sujet est donc traité à la fois **sous l'angle du social** (aide aux familles, à l'enfance, ou intervention lors de situations d'urgence), **sous l'angle sanitaire** (politiques éducatives ou de prévention) ou encore sous l'angle plus transversal de **la relation aux habitants** ou de la concertation citoyenne plus largement. Enfin, une tension se situe à un niveau plus politique entre une approche visant à construire l'accessibilité alimentaire en intégrant les réseaux actuels de l'aide alimentaire et de la grande distribution, et en tentant de **bonifier leur fonctionnement** (par exemple en favorisant la distribution de légumes et denrées issus de l'agriculture biologique) et une approche visant à

penser des **alternatives radicales** à ce système, comme le défendent de nombreux collectifs associatifs et militants sur les territoires.

Dans la trajectoire du groupe de travail, le thème de la justice sociale alimentaire a pu être reformulé selon plusieurs axes :

- **Comment changer de regard sur la précarité alimentaire** pour dépasser une réponse par les dispositifs « pansement » (coup de pouce, aides d'urgence) trop souvent basés sur le contrôle des personnes précaires et sur un postulat moralisateur plutôt que sur un postulat d'émancipation. Et donc plus largement comment construire des politiques publiques qui ne soient pas basées sur une séparation des publics visés mais une **vision globale de l'alimentation sur le territoire**.
- **Comment passer d'une recherche de participation citoyenne** aux stratégies alimentaires de la collectivité (en risquant de reproduire l'entre-soi habituel des réunions de concertation publique) pour rechercher la **mobilisation sociale** autour du sujet, c'est-à-dire la prise de position d'un groupe plus large sur un enjeu considéré comme relevant de l'intérêt général, ou d'un droit à revendiquer ou à défendre ? Et pour aller dans ce sens, comment avoir un regard plus fin sur les motivations, les savoirs et les stratégies déjà mises en place par les personnes vivant les injustices du système alimentaire agro-industriel ?
- **Comment passer de la lutte contre la précarité alimentaire à la promotion de la démocratie alimentaire** - concept élaboré dès 1996 par Tim Lang, chercheur anglo-saxon, pour désigner les dynamiques de réappropriation de l'alimentation par les citoyens dans une perspective de **justice sociale et de durabilité des systèmes alimentaires**. Cet enjeu de réappropriation collective du problème vise à imaginer des projets et des solutions porteurs d'un modèle de société plus juste et plus égalitaire, en passant par la définition d'un **droit à l'alimentation pour tous et toutes**.

A travers différents temps de travail, en ligne ou sur le terrain, la petite quinzaine de participants a pu échanger sur les outils et postures que peuvent adopter les collectivités pour mieux comprendre les différents visages de la précarité alimentaire, sur les modalités pour traiter le sujet en interne de façon plus transversale et en dehors des silos habituels de l'action publique, et enfin sur les liens à construire avec les initiatives locales - qu'elles soient entrepreneuriales, citoyennes, ou associatives, pour se projeter dans **une vision ou un récit commun** de la justice sociale alimentaire. Ce document tente de tirer quelques fils sur les enseignements de ce cycle de rencontres, et sur les sujets qui pourraient continuer à germer au sein des territoires TETRAA.

Changer de lunettes sur la précarité alimentaire

« Pourquoi les pauvres continuent-ils d'aller au supermarché ? »

La première séquence du GECC, déroulée entre septembre et décembre 2021, s'est concentrée sur une compréhension approfondie de ce que représente la précarité alimentaire aujourd'hui en France. Les études pointent une véritable crise du système d'aide alimentaire, mis en lumière par la crise du Covid, qui a exacerbé les situations de précarité. On parle d'un chiffre allant jusqu'à plus de 8 millions de recourants (chiffre des associations) à l'aide alimentaire pendant la crise sanitaire qui semble se stabiliser plutôt autour de 3,5 millions selon la dernière étude de l'INSEE. Ce chiffre ne parle pas des personnes vivant sous le seuil de pauvreté (évalué à plus de 9 millions au total) ne recourant pas à l'aide alimentaire. La question de l'accès à l'alimentation dépasse en

effet celle du simple recours ou non recours à l'aide alimentaire et propose une nouvelle formulation de cet enjeu public incontournable.

Par ailleurs, une dénonciation de plus en plus forte du système conventionnel de l'aide alimentaire basée sur la distribution de denrées permet de poser un regard plus large sur les injustices alimentaires : si les pauvres ne sont pas des poubelles, et si le « bien manger » ne repose pas uniquement sur le fait d'avoir le ventre plein, mais aussi sur **des critères de choix, de facilité d'accès, de qualité gustative et nutritionnelle ou encore de préférence culturelle pour certains modes d'alimentation**, alors que signifie garantir un accès à une alimentation digne et de qualité pour tous et toutes ?

Pour AequitaZ cette approche permet de dissocier plusieurs formes d'injustices au sein du terme généraliste de précarité alimentaire :

- La faim ou la privation de nourriture
- L'absence de choix réel mais aussi symbolique (c'est-à-dire l'assignation à un certain régime alimentaire)
- L'exposition inégalitaire à des impacts sanitaires et environnementaux graves et à long terme dus au système alimentaire agro-industriel

Ces différentes échelles permettent de penser la précarité alimentaire dans une diversité de situations (en comprenant toutes les personnes qui n'ont pas recours à l'aide alimentaire conventionnelle) mais aussi dans un continuum entre la **consommation et la production**, puisqu'on comprend la situation des agriculteurs et agricultrices condamnés à des conditions d'exercice de leur métier dévastatrices pour l'humain ou l'environnement, et intenable sur le plan économique, comme une forme d'injustice en soi. Cette approche permet également de penser la précarité alimentaire dans **un faisceau de facteurs de vulnérabilité sociale** comprenant bien évidemment le manque de revenus économiques mais aussi la situation géographique, le manque de temps, la composition familiale (famille mono-parentale, perte d'autonomie ou dépendance), l'isolement social, le manque de mobilité, le rapport plus ou moins contraint à l'emploi, l'exclusion culturelle, le handicap, l'accès à l'information et au numérique, etc.

A l'heure où la transition des systèmes et des pratiques alimentaires s'impose comme une nécessité, la réalité des inégalités d'accès à l'alimentation vient questionner l'organisation sociale et politique de notre alimentation. Il s'agit de penser une transition avec et pour tous, afin d'éviter une exacerbation des injustices alimentaires (et de leurs effets pervers), qui passent par des dynamiques démocratiques.

Focus 1 / Immersion en Val de Drôme, trajectoires de vie des personnes en situation de précarité

Lors du séminaire de terrain organisé en décembre 2021 en Val de Drôme, les participants du GECC ont réalisé des entretiens immersifs (à domicile, et en prenant le temps) avec des personnes identifiées comme étant en précarité alimentaire par le CIAS. Ces entretiens semi-directifs étaient articulés autour de plusieurs questionnements : les **trajectoires de vie** des personnes (quels événements ou faits marquants dans le parcours de la personne ont pu être facteurs de perte de qualité dans l'alimentation ?), le **rapport au territoire** (stratégies d'approvisionnement, organisation familiale ou collective) et enfin la **dimension sociale et relationnelle** de l'alimentation. Ces moments ont tout d'abord permis de montrer que tout le monde a quelque chose à dire sur son alimentation, même une personne qui ne mange ni varié, ni en bonne quantité, ni de bonne qualité. Deuxièmement, les entretiens ont permis de constater que parmi les choix que doivent faire les personnes en situation de précarité, l'alimentation est une **variable d'ajustement parmi d'autres**, et peut difficilement faire l'objet d'une stratégie autonome. Ces notions ressortent également dans les carrefours de savoirs organisés par AequitaZ en 2022.



Photos issues du séminaire TETRAA en Val de Drôme - décembre 2021

Le groupe d'échange a pu se référer aux nombreux travaux actuels en sciences sociales visant à complexifier notre lecture de la précarité alimentaire en tant que fait social (notamment à travers les travaux de Pauline Scherer, Bénédicte Bonzi, Dominique Paturel ou Magali Ramel). Ces apports théoriques inscrivent la lutte contre la précarité alimentaire dans un effort de **transformation culturelle** - puisqu'il s'agit de déconstruire un certain nombre d'a priori moralisateurs sur les personnes précaires (« *les pauvres ne savent pas cuisiner ...* ») - qui interpelle également les collectivités. Pour effectuer ce changement de paradigme, il faut se donner de nouveaux outils, de nouvelles grilles de lecture et de nouveaux cadres d'observation des injustices alimentaires spécifiques sur nos territoires. Dans le cadre du GECC, les territoires TETRAA ont pu expérimenter, comparer et questionner de nouvelles approches pour mettre les situations vécues au centre du débat, en face des concepts et des constats chiffrés.

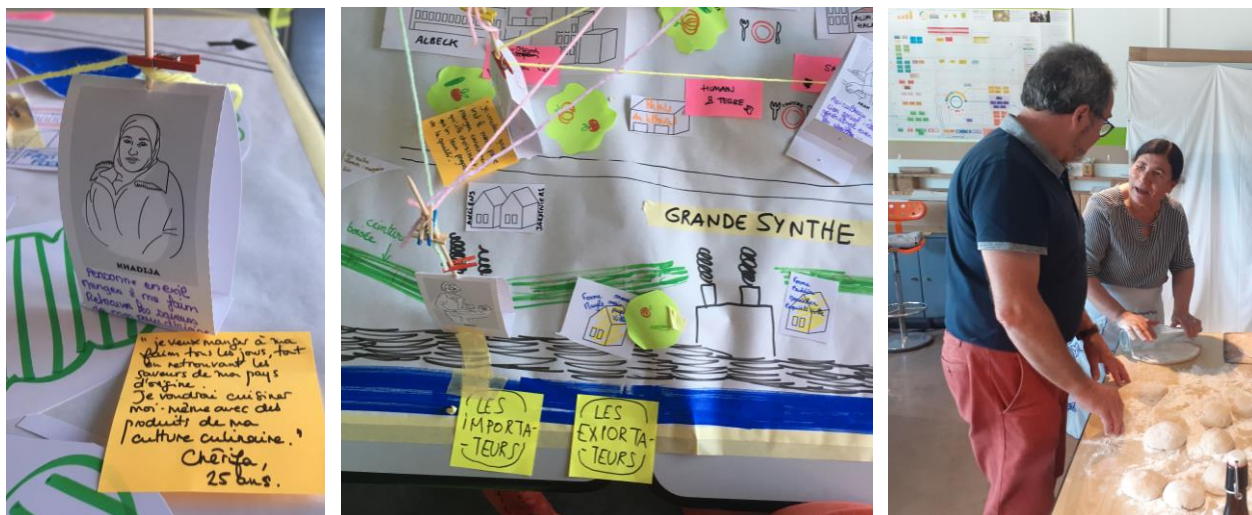
Aller à la rencontre des personnes concernées, partager des moments permettant des conversations approfondies et horizontales sur la place de l'alimentation dans nos vies (théâtre image ou forum), faire des expériences collectives comme cuisiner ensemble, arpenter les

territoires pour comprendre l'éloignement physique ou ressenti entre les lieux de vie et les lieux d'approvisionnement alimentaire sont autant de prises avec les réalités vécues des personnes concernées. **Comment mieux intégrer ce genre d'approche dans les démarches portées par les collectivités et notamment les PAT (plans alimentaires territoriaux) ?** Parmi les territoires TETRAA, des initiatives spécifiques ont pu être mises en partage dans ce sens, comme l'expérience de **séances de diagnostic en marchant** avec les bénéficiaires de 3 CCAS en Pays Coeur d'Hérault, ou encore **la démarche d'enquête populaire** dans la ville de Grande Synthe. Les pré-requis pour faciliter ces démarches sont multiples :

- **Travailler de façon rapprochée entre services agriculture/alimentation et services sociaux** (CCAS, CIAS) pour partager des constats et des outils d'analyse communs, et une proximité avec les publics concernés.
- Démultiplier les **occasions d'aller sur le terrain**, sous des formats réguliers et pas seulement des événements publics, et varier les modalités d'interactions avec les personnes concernées (moments de la journée, lieux, formats de rencontre allant de l'atelier cuisine à des entretiens conversationnels ...)
- **Se mettre soi-même en situation** : c'est ce que nous avons pu faire au sein du GECC en réalisant une liste de courses pour un repas collectif à petit budget, ou en participant à une distribution des Restos du cœur. Ce genre d'expérience peut être menée avec des élus ou autres figures décisionnaires, et peut jouer un effet déclic dans le changement culturel.
- **Utiliser le sensible** pour muscler nos capacités d'observation du paysage alimentaire : photos, capsules sonores, cartographie participatives, dessins... sont autant d'outils sensibles et collaboratifs permettant d'analyser différemment notre environnement alimentaire. Les disciplines artistiques peuvent jouer un rôle facilitant dans ce type de démarche.

Focus 2 / repas de rue à Grande-Synthe, cuisiner ensemble pour se mobiliser.

Lors du séminaire de terrain organisé en juin 2022 à Grande Synthe, les participants du groupe de travail ont pu participer à des repas de rue organisés au local Troc-eco, sur la place centrale de la ville. Ces repas avaient pour objectifs de valoriser des produits récupérés par un collectif de glanage, ou encore de valoriser les savoir-faire des habitants. Organisés dans un lieu populaire et convivial, ils bénéficiaient d'un soutien de la ville sans être identifiés comme une initiative publique. Le principal effet de ces moments de cuisine et de dégustation dans l'espace public a été pour les participants du groupe de travail d'inverser les postures par rapport à des conditions d'enquête classique, et de se retrouver en position d'apprentissage d'une recette proposée. Ce qui permet d'engager la conversation dans un **cadre plus horizontal**, « les mains dans la pâte ». Un deuxième enseignement a été de constater les effets directs de ce genre de moments **sur les relations sociales** - échanges intergénérationnels et inter-culturels, inclusion de personnes très défavorisées (SDF ...), valorisation des femmes autrement peu présentes dans l'espace public ... - permettant d'ouvrir la parole sur une grande diversité de sujets.



Photos issues du séminaire TETRAA à Grande-Synthe - juin 2022

Un autre apport du groupe d'échanges a consisté à chercher à **reconnaître les différentes formes de contributions** à nos systèmes alimentaires territoriaux. Alors que le fonctionnement de l'agro-industrie incite à diviser la société en groupes aux intérêts divergents - « les consommateurs », les « producteurs », les « bénéficiaires ou assistés » de l'aide alimentaire... - on peut défendre que des liens d'interdépendance, des savoirs et des modes d'organisation singuliers sont à l'œuvre dans les solidarités alimentaires. Cela implique de détecter les tactiques et les stratégies que mettent en place les personnes en situation de précarité pour se procurer une alimentation selon des critères de dignité et de qualité définis par elles-mêmes. Cela implique aussi de **visibiliser des fonctions** relationnelles, de transmission, de réciprocité ou de soin indispensables à l'alimentation des autres - comme par exemple dans le cas d'une mère de famille à faibles revenus qui sera considérée comme une simple bénéficiaire d'aides sociales alors qu'elle joue un rôle central dans l'éducation alimentaire de ses enfants, malgré des conditions matérielles contraignantes - pour donner un exemple caricatural... Cette approche par les savoirs et les stratégies des personnes concernées permet de ne pas considérer la précarité alimentaire comme une somme de situations individuelles à résoudre par des actions ciblées (visant à « corriger les accidents de la vie ») mais bien comme un problème structurel associé à d'autres formes de discriminations sociales. En reconnaissant aux personnes précaires le pouvoir de contribuer à un système alimentaire commun, nous posons un cadre pour imaginer collectivement des solutions, et sortir d'une vision où il faudrait administrer des solutions clé en main à des populations passives et démobilisées.

Focus 3 / Démarche d'exploration partagée de territoire en Val de Drôme

Entre 2022 et 2024 le service Culture de la communauté du Val de Drôme initie une démarche nommée « exploration partagée du territoire » sous la tutelle du philosophe Luc Carton. Ce processus a pour vocation d'inviter les habitants du territoire à se questionner sur leur attachement à leur cadre de vie, via des propositions artistiques. En 2023 la collectivité souhaite développer des actions sur le thème de l'alimentation. Comment comprendre la diversité des modes d'alimentation dans une région aussi bien marquée par l'élevage ovin intensif et les vergers industriels que par un développement massif de la bio et des pratiques agroécologiques au sens large ? Comment raconter l'histoire sociale, agricole et alimentaire d'un territoire ? A titre d'exemple, le spectacle du Groupe Tonne « **Une soupe paysanne** », qui retrace les luttes syndicales agricoles de la vallée de la Drôme depuis les années 60, est un bon exemple d'utilisation d'un canal artistique pour se réapproprier l'histoire du territoire.

Cette approche souligne l'importance d'imaginer **des espaces pour débattre** de l'alimentation comme un thème à la fois politique et intime, sur lequel **tout le monde a une légitimité à s'exprimer**. C'est ce type d'espace qui semble difficile à mettre en place du point de vue d'une collectivité.

Focus 4 / Carrefours de savoirs

Explorer la reconnaissance des contributions de tous et toutes à notre fonctionnement social est une démarche menée par Aequitaz depuis 2017, notamment dans le cadre d'une recherche-action sur la protection sociale [voir les livrets « *Les Contes de la protection sociale* »]. En 2022, l'association a mené des « carrefours de savoirs » sur l'alimentation sous la forme de rencontres de 2 jours associant des personnes en situation de précarité alimentaire, des experts et des personnes décisionnaires (élus, responsables de projets) pour croiser les regards, partager (ou non) des constats, tenter de dialoguer avec un vocabulaire commun, etc. Les deux expériences menées autour de l'alimentation portaient en particulier sur **la notion de choix et la gestion du budget alimentaire**.

Dépasser la concertation, encourager la mobilisation des habitants

« On a tous un truc à dire sur l'alimentation »

Le GECC a été un endroit d'échange régulier autour des « bonnes modalités » pour associer les habitants à une réflexion de fond sur l'avenir de l'alimentation sur le territoire. En effet, le risque est grand de reproduire les **biais classiques de la concertation publique** : surreprésentation d'un certain type de public et/ou de porte-paroles militants, difficulté à dépasser une approche frontale au profit de la coopération, et difficulté à transformer l'exercice de communication en une véritable démarche de projet co-portée avec les habitants. Pour nous, l'enjeu de ce genre de rassemblement consiste à **politiser notre rapport à l'alimentation**, c'est-à-dire à donner une importance politique aux situations vécues au quotidien, et à les remettre dans une perspective d'organisation sociale.

Dans les axes stratégiques des collectivités, la transition alimentaire est racontée à travers des données et des indicateurs techniques, ce qui en fait un élément abstrait et insaisissable pour la plupart des habitants du territoire, et empêche de se projeter dans un avenir désirable. Il s'agit donc de se ré-emparer de la question en prenant **chacun le bout qui nous parle le plus**, c'est-à-dire en partant des situations de vie plutôt que des diagnostics hors sol.

Dans un deuxième temps, il s'agit de parler avec ce qui compte pour chacun : non pas une notion d'intérêt général aux contours flous, mais des valeurs qui nous sont propres - émotions, sentiments de justice ou d'injustice, rêves, colères, visions, motivations personnelles.

Enfin, pour passer d'un exercice de participation citoyenne non-engageante à une véritable démarche de mobilisation sur le long terme, il s'agit de se donner des **objectifs de réalisations concrètes** : quelles marches peut-on franchir, en partant du plus petit pas individuel jusqu'à l'action collective, pour engager une transformation de la société vers plus de justice sociale dans le domaine de l'alimentation. Ces jalons, posés par les structures d'éducation populaire depuis des décennies, sont malheureusement souvent oubliés dans le débat public autour de l'alimentation durable, qui se résume souvent à des temps informatifs. Pour le GECC, le séminaire de terrain

organisé à Grande-Synthe a été une occasion d'échanger en profondeur sur **les stratégies de mobilisation que peut engager une collectivité**, à la lumière de l'expérience inédite de l'Université populaire de la ville, structure communale d'éducation populaire qui dispose depuis plusieurs années de moyens conséquents pour porter certains sujets sur la place publique, et faire vivre des projets concrets.

Les expérimentations autour de **la sécurité sociale de l'alimentation** ouvrent actuellement une brèche pour reconsidérer l'importance de l'alimentation dans notre modèle de société : et si nos modes alimentaires n'étaient pas juste une conséquence de notre fonctionnement social, mais un endroit de réorganisation, un levier de transformation plus large ? Les territoires TETRAA ont fait remonter au cours du GECC l'intérêt d'animer des débats locaux sur la base de la proposition de la SSA, en utilisant différents **outils de sensibilisation** : conférence gesticulée de Mathieu Dalmais, projection de films comme « *La Part des autres* » ... Ces moments de débats permettent de faire le lien entre des réalités vécues sur les territoires et une perspective plus large de changement social.

Pourtant, ces événements ont tendance à fédérer essentiellement des militants (issus de classe moyenne-sup et déjà sensibilisés à la thématique) et peinent à mettre en lumière les controverses et les représentations clivantes qui sont en jeu dans les prises de position sur l'alimentation. Une trajectoire de politisation collective de cette thématique ne peut donc pas se faire sans passer par **la confrontation d'une diversité de regards**, associant agriculteurs et mangeurs, écolos et traditionnels, classes favorisées et classes populaires ou issues de l'immigration... D'où l'intérêt que ces démarches soient facilitées et encadrées par des tiers spécialistes de l'animation collective plutôt que par les collectivités, dont la culture professionnelle n'est pas forcément la plus favorable pour accompagner ce type de démarche.

Par ailleurs, les collectivités ne sont pas toujours en mesure d'accueillir et/ou de donner des réponses à ce type de mobilisation. Entre volonté de remettre les habitants et premiers concernés au centre du processus et peur d'une exposition trop politique de la thématique, **quelle place peuvent prendre les collectivités dans l'émergence d'un débat social sur l'alimentation ?**

- Une première piste de réponse consiste à se projeter dans une meilleure articulation entre **la temporalité de l'action publique et la temporalité de la mobilisation citoyenne**. Le schéma classique consiste à solliciter fortement les habitants au démarrage (pour faire émerger une demande sociale à laquelle l'action publique devrait répondre) sous la forme d'enquêtes ou de réunions publiques, puis à faire infuser ces constats dans la feuille de route de la collectivité, au rythme du jeu de forces politiques en vigueur. Les problématiques soulevées par les habitants en réunion publique trouvent donc difficilement un écho rapide et concret dans les stratégies présentées à long terme par les collectivités. Une autre approche pourrait consister à inscrire dès le départ ces démarches **dans le temps long** : assumer qu'associer les habitants est une démarche progressive, et peut passer par des rendez-vous réguliers sur 1 à 3 ans. Dans cette optique, un groupe de travail d'habitants ne se retrouve pas seulement à cautionner les thématiques soulevées par la collectivité mais bien à élaborer une pensée autonome, qui peut dialoguer de façon constructive et horizontale avec la stratégie publique.

Focus 5 / Une recherche-action citoyenne dans le cadre du PAT

La démarche animée par le Pays Terres de Lorraine (« *La dignité dans les assiettes* ») est un exemple de mobilisation de parties prenantes associatives et citoyennes sur le long terme dans le cadre du PAT du Pays. Co-animée avec ATD Quart monde, cette recherche-action est passée par différentes étapes d'exploration collective de la thématique allant d'une immersion intime dans la vulnérabilité alimentaire (à travers le projet de théâtre forum « *Les mots de la faim* ») à des actions concrètes menées sur le terrain (jardins nourriciers...) en lien avec les politiques alimentaires et agricoles de la collectivité. Ce genre de démarche peut servir de modèle pour accompagner les processus de constitution des PAT par un vrai travail d'implication des habitants sur le territoire.

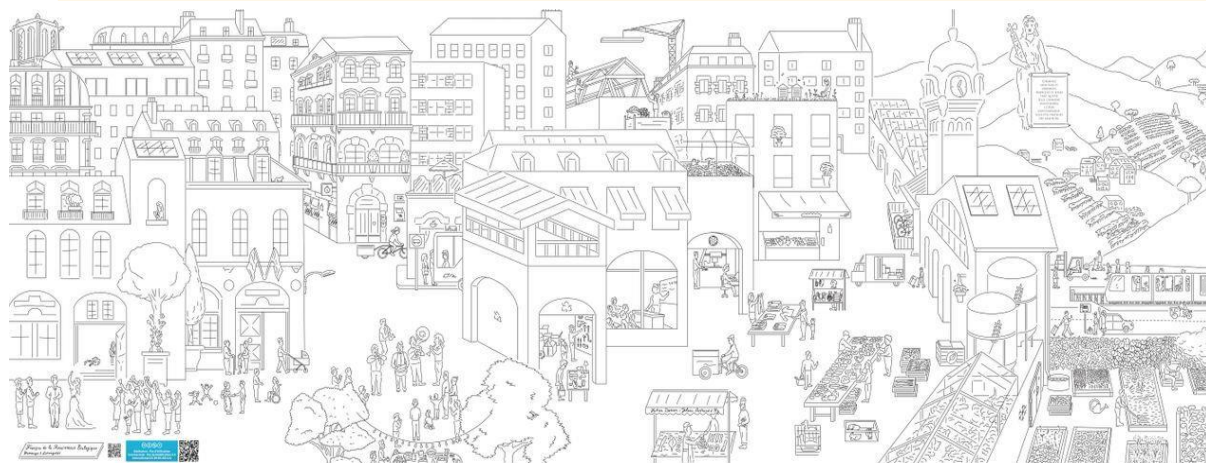


Photos issues du site internet du Pays Terre de Lorraine - démarche « *La dignité dans les assiettes* »

- Une deuxième piste, issue des expériences partagées dans le GECC, est l'importance de co-porter ces démarches de mobilisation avec des **complices sur le territoire, issus du tissu associatif, de l'action militante, de l'éducation populaire ou encore de l'action sociale de proximité**. Nous avons remarqué dans le cadre du groupe d'échanges que l'interconnaissance et la possibilité de nourrir une conversation de confiance entre agents des collectivités, associations et porteurs de projets locaux pouvaient être une garantie d'une démarche de mobilisation efficace sur le territoire. Cela permet en effet l'émergence de sujets, thématiques ou préoccupations qui ne rentrent pas dans le périmètre initial des questions posées par la collectivité. Cette approche permet également d'utiliser les ressources locales (notamment en matière d'éducation populaire) pour poser un cadre de travail qui convienne aux personnes concernées. Enfin, ce genre de coopération permet également à des démarches plus ouvertes, faisant appel aux pratiques artistiques, à d'autres formes d'expression et de mise en récit, pour ne pas s'enfermer dans le vocabulaire de l'action publique.
- Une dernière piste consiste enfin à ne pas s'accrocher coûte que coûte à faire de l'alimentation un sujet de mobilisation en soi, mais à **explorer ses à-côtés** : les ateliers de cuisine, les fêtes, le glanage ou le jardinage collectif, l'échange de graines ou la composition d'herbiers locaux, la fabrication de conserves, etc. peuvent servir de moyens détournés pour associer une diversité de publics et partir des motivations et des centres d'intérêt des personnes concernées.

Focus 6 / Rêver ensemble

Parmi les outils et méthodologies explorés dans le cadre du GECC, la question de la fiction politique est revenue à plusieurs reprises comme un ingrédient important de la mobilisation citoyenne. Comment se projeter dans un avenir désirable où la réinvention de nos modes alimentaires a eu un impact positif sur de nombreux champs de la vie quotidienne comme la mobilité, l'organisation du travail, les liens intergénérationnels ou encore la circulation de la monnaie ? Lors du séminaire de terrain en Val de Drôme, nous avons proposé à un groupe élargi composé d'acteurs du territoire de se livrer à un **laboratoire de fiction politique**. Inspirée des **Ateliers de l'ante-monde** (auteurs du livre « *Bâtir Aussi* ») ce format permet de mettre en récit de façon très concrète à quoi ressemblerait un monde après la rupture désirée par les mouvements militants. Dans le domaine de l'alimentation durable, des outils tels que la **Fresque de la renaissance écologique** (créée par Julien Dossier en s'inspirant d'une peinture de la Renaissance - « *Allégorie des effets du bon gouvernement* ») permettent de se projeter de façon réaliste dans le monde de demain, en explorant un dessin mural. Ce type de support est un levier de positionnement individuel et collectif puissant et permet de se projeter dans un avenir désirable sans laisser de côté la complexité.



La fresque de la Renaissance Ecologique - photo issue du site porteur du projet

Comment promouvoir la justice sociale alimentaire depuis l'action des collectivités TETRAA ?

Les échanges conduits pendant le GECC ont permis d'identifier plusieurs leviers à activer dans l'action des collectivités locales pour soutenir, promouvoir ou porter des démarches de justice sociale appliquées à l'alimentation. Si le changement de culture précédemment décrit concerne toutes les parties prenantes de la transition agricole et alimentaire, certains axes peuvent en particulier être défendus au sein des collectivités.

- Tout d'abord il semble primordial de traiter la question de l'alimentation comme **un enjeu transversal**, et de montrer les répercussions de la lutte contre les injustices alimentaires sur de multiples secteurs des politiques publiques (politiques sociales et sanitaires, politiques environnementales, politiques économiques et de développement local...). Au lieu d'être confinée à un sujet confidentiel appuyé sur des actions ciblées d'assistance sociale ou d'éducation, l'alimentation peut être considérée comme un thème structurant dans l'agenda politique du territoire. Pour aller dans ce sens, il s'agit d'outiller la vision politique des élus vers

des objectifs précis en lien avec les réalités concrètes vécues sur leur territoire. Et comme « viser la justice sociale » peut sembler un peu vague... une première étape peut consister à **nommer précisément des injustices alimentaires spécifiques au territoire** contre lesquelles on souhaite lutter en priorité. L'intégration de chercheurs en sciences sociales dans les collectivités ou dans les structures partenaires (par exemple dans le cadre de CIFRE comme ont pu en témoigner dans le GECC les géographes Claire Néel et Mathilde Ferrand) peut permettre de dépasser les constats généralistes (« *Ici on ne peut pas mourir de faim ...* ») pour développer une grille de lecture plus fine des problématiques sociales autour de l'alimentation sur le territoire.

- Un deuxième levier peut être de développer, au sein des collectivités et notamment dans le cadre des PAT, une **vision détaillée du maillage des alternatives alimentaires**, en dépassant les structures institutionnelles de l'aide alimentaire, et en prenant en compte une typologie ouvertes d'acteurs (allant du projet associatif ou d'ESS au projet de quartier porté par un groupe d'habitants). Cette cartographie doit permettre d'avoir une vision plus diversifiée des constats, des motivations et des raisons d'agir identifiées par les porteurs d'initiatives locales, et cela peut servir de « **baromètre** » de l'action collective.
- Un troisième levier consiste à soutenir des lieux de proximité offrant des opportunités de débattre de la place de l'alimentation dans nos vies. Que cela soit des lieux de distribution (local d'une amap, épicerie coopérative...) ou des lieux de consommation (café associative, cantine, restaurant solidaire, food truck) ou des lieux de transformation (conserverie, pressoir...) ces lieux peuvent permettre une mixité de publics et donc une ouverture plus large du débat sur ce que représente une alimentation digne et de qualité. Par leur dimension sociale, ils permettent justement de valoriser toutes les fonctions sociales autour du fait de se nourrir : convivialité, solidarité économique, échange de savoirs, transmission, inclusion sociale... En 2021, le LERIS (laboratoire d'étude et de recherche sur l'intervention sociale) édite **un rapport sur les tiers lieux de solidarité et de transition alimentaire**, qui pointe spécifiquement l'intérêt de ces lieux pour refaire de l'alimentation un sujet collectif. En soutenant ces projets mais aussi en les considérant comme des relais de proximité pour échanger avec les personnes concernées, les collectivités se dotent d'un meilleur accès aux réalités vécues sur le territoire.

Articuler initiatives citoyennes et action publique : conflit de légitimité, stratégie des petits pas, organisation descendante ou ascendante ?

Pour finir, un enjeu majeur identifié pendant la trajectoire du GECC a été de construire une meilleure articulation entre la stratégie publique et les initiatives locales. Sans empiéter sur les réflexions du groupe de travail spécifiquement dédié à la question de **la gouvernance des stratégies alimentaires sur les territoires**, plusieurs points d'attention ont été identifiés sur les liens entre les collectivités et les démarches citoyennes, associatives et militantes engagées en faveur de transformations radicales du système alimentaire territorial.

On peut tout d'abord pointer un débat récurrent sur le conflit de légitimité qui peut opposer les collectivités et les initiatives de la société civile autour de la notion **d'intérêt général**. Si certaines thématiques font clairement partie des champs d'action institutionnalisés de l'action publique, l'alimentation semble un sujet moins évident, car proche des modes de vie et de consommation, et donc des choix individuels et collectifs. Formuler le problème sous l'angle de la justice sociale implique **une reprise en main de l'alimentation par la puissance publique**, pour en faire un endroit d'équité, de protection et d'assistance collective. Pour autant cette légitimité ne lui est pas

toujours reconnue par les initiatives citoyennes, qui peuvent percevoir l'action des collectivités comme peu innovante, ou trop complaisante à l'égard des acteurs qui maintiennent en place le système agro-industriel, et cherchent à défendre des alternatives pour et par elles-mêmes. De la même manière, les collectivités peuvent pointer du doigt la dimension partielle et parfois excluante de certaines initiatives locales, qui vont aborder le problème par une capacité d'action restreinte. Dans cette dichotomie - que l'on trouve dans de multiples autres champs de frottement entre action publique et action citoyenne (dans le mouvement des *communs* pour ne citer qu'un exemple) - la construction d'un cadre de coopération et de reconnaissance réciproque des deux côtés peut être un défi de grande envergure. Sans chercher à trouver de solution uniforme, nous avons identifié dans le GECC l'importance de proposer **un cadre d'inter-connaissance, de partage de constats mais aussi de partage de valeurs** pour identifier les possibilités de convergence entre les projets menés par les associations et porteurs d'initiatives locales et les projets menés par la puissance publique. A minima, cette zone de convergence peut s'incarner dans une **cartographie des compétences et des personnes ressources** sur le territoire sur le sujet de l'alimentation. Des coopérations plus poussées peuvent être enclenchées dans le cadre des programmes d'action financés par les collectivités. A ce sujet, la pratique des appels à projets annuels, visant à financer par de petites enveloppes les initiatives citoyennes du territoire a un effet ambivalent : elle permet à la fois de diversifier les approches et les projets sur le territoire mais contribue à mettre en concurrence des acteurs qui ont des intérêts communs, sans leur garantir aucune pérennité. Les collectivités doivent donc prendre en charge un réel rôle de coordination et de valorisation des forces vives sur le territoire, et l'articulation entre ce qui peut être fait dans le cadre du service public et ce qui est entre les mains de l'action associative, entrepreneuriale ou citoyenne.

Pour cela, des **espaces délibératifs** sont nécessaires, pour construire une vision politique commune aux élus et aux porteurs de projets du territoire. Dans le cadre du GECC nous avons abordé une grille de questionnement possible pour animer ces rencontres multi-acteurs autour d'un objectif de justice sociale.

Un deuxième axe pour garantir une bonne articulation entre les projections de la société civile et l'action publique locale peut être l'animation **d'une programmation culturelle** autour de la justice sociale alimentaire. Conférences, projections de films, animation d'ateliers théoriques ou pratiques sont autant d'endroits d'écoute et de croisements de regards entre les parties prenantes, qu'elles soient institutionnelles ou civiles. Si ces événements peinent souvent à toucher les personnes qui vivent de près les injustices alimentaires, ils n'en sont pas moins un espace pertinent pour « prendre la température » du niveau de politisation du sujet, et identifier de nouvelles opportunités d'action. Les démarches de **mise en récit** dont certaines collectivités ont été pionnières (exemple de Loos-en-Gohelle) peuvent également servir de cadre pour construire progressivement une culture commune partagée entre les institutions et la société civile.

Focus 7 / 10 questions pour questionner nos démarches dans un horizon de justice sociale

Dans le cadre du dernier séminaire accueilli en Pays Coeur d'Hérault, les participants ont pu réfléchir autour d'une grille de 10 questions inspirées des travaux de l'économiste **Vivian Labrie** autour de la mesure de la précarité au Québec. Sous la forme d'images inspirantes, ce jeu de cartes nous invite à **requestionner les fondements de nos démarches** dans un objectif de justice sociale : les personnes concernées sont-elles bien comprises dans le processus, du début à la fin (et pas seulement au début) ? Notre démarche contribue-t-elle bien à rechercher un espace juste et sûr entre le minimum social à garantir et le respect des limites planétaires (image de l'économie du Donut) ? Notre démarche contribue-t-elle bien à lutter contre des inégalités et injustices structurelles plutôt qu'à proposer des solutions ponctuelles ? Ces questions peuvent nourrir des discussions entre acteurs de nature différente, et permettre un vrai débat sur les valeurs, les objectifs et les modes de faire.



Photo issue du séminaire TETRAA en Pays Coeur d'Hérault - décembre 2022

Conclusion

En conclusion, nous pouvons rappeler que plusieurs leviers ont été identifiés pour que les territoires TETRAA puissent soutenir et porter des démarches de justice sociale autour de l'alimentation. L'effort le plus essentiel consiste à promouvoir, depuis l'endroit des collectivités, un **changement de regard sur la précarité alimentaire**, face à un système majoritairement discriminatoire à l'égard des personnes pauvres. Ce postulat, qui réinscrit l'alimentation comme un enjeu fort de **transformation sociale**, peut être le point de départ de démarches de **mobilisation à la fois de citoyens militants et concernés par la question mais aussi d'élus locaux et de porteurs de projets** qui souhaitent œuvrer pour prendre le sujet à la racine. Une dernière hypothèse, qui a été abordée dans le cadre du GECC sans trouver de zone d'atterrissage, est la question de **la construction d'alliances plus larges** associant territoires pionniers et collectifs associatifs citoyens autour de la défense d'un droit à l'alimentation.

Outils et références utilisés lors du groupe d'échange

A consulter [ici](#).